

***RESPONSABILITE ET RISQUES DES  
EXPLOITANTS DE CENTRES DE TRAITEMENT DE  
MATERIAUX POLLUES ET DE TERRES EXCAVEES  
INTERSOL BRUXELLES***

***12 NOVEMBRE 2018***



---

# Sommaire

***Cadre européen de la responsabilité des  
exploitants de centres de stockage de  
matériaux excavés***



La révision de la directive déchets 2008/98 par  
la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les opérateurs et  
les exploitants



## *Gestion des déchets et responsabilité*

### Directive cadre déchets

Principe du pollueur payeur  
Principe de proximité « gérer les déchets au plus près du lieu de la production »  
Responsabilité élargie du producteur

Prévenir la production de déchets  
Préparer les déchets en vue de leur réemploi  
Recycler  
Valoriser  
Éliminer de manière sûr et respect de l'environnement

# ***Cadre européen de la responsabilité des exploitants de centre de stockage de matériaux excavés***

---

- ❑ ***Selon le droit français transposant le droit communautaire et au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement est un déchet :***  
***« toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire »***
- ❑ ***Sortie du statut de déchet : ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010***
  - ❑ *Article L.541-4-2 C Env : déchet et sous-produit*
  - ❑ *Article L.541-4-3 C Env : déchet retraité perd son statut de déchet*
  - ❑ *Article D.541-12-4 et suivant du C Env : procédure de sortie du déchet*

# ***Cadre européen de la responsabilité des exploitants de centre de stockage de matériaux excavés***

---

## ☐ ***France***

- ☐ ***Matériaux excavés et absence de définition des sites et sols pollués***
- ☐ ***2 législations pour les matériaux excavés : sur les déchets et sur les ICPE***
- ☐ ***Définition extensive du déchet (matériaux excavés sortant du site)***
- ☐ ***Des incertitudes autour de la définition du déchet : un frein pour les opérateurs***
  
- ☐ ***Un régime de responsabilité trop dissuasif pour les producteurs et détenteurs de déchets – la définition du déchet comprend des incertitudes donc des risques en termes de responsabilité + des obligations en terme de traçabilité jugées elles aussi trop importantes***

## ***Cadre européen de la responsabilité des exploitants de centre de stockage de matériaux excavés***

---

### ***☐ La responsabilité du producteur ou détenteur de déchets***

- ☐ Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion. Il est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge (art. L 5141-2 Code de l'environnement)***
- ☐ Le fait pour un producteur ou un détenteur de déchets de s'en défaire auprès de l'exploitant d'un centre de traitement et/ou de stockage, ne lui permet pas d'échapper à sa responsabilité vis-à-vis de ses déchets, il reste responsable***
- ☐ Dans l'hypothèse où l'exploitant du centre de traitement des déchets serait défaillant, la responsabilité du producteur ou détenteur qui a livré les déchets à l'exploitant peut le conduire à les reprendre pour assurer leur élimination***

### ***☐ Les notions de producteur et de détenteur des déchets***

- ☐ Le producteur initial : toute personne dont l'activité produit des déchets***
- ☐ Le producteur subséquent : toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets***
- ☐ Toute autre personne qui se trouve en possession des déchets***

# ***Cadre européen de la responsabilité des exploitants de centre de stockage de matériaux excavés***

---

- ❑ ***Le principe de la responsabilité élargie du producteur de déchets (REP)***
  - ❑ *Le principe de la responsabilité élargie du producteur adopté pour assurer la protection de l'environnement prévoit qu'il peut être fait obligation :*
    - ❑ *Aux producteurs,*
    - ❑ *Aux importateurs,*
    - ❑ *Aux distributeurs,*
    - ❑ ***De produits générateurs de déchets ou des éléments ou matériaux entrant dans leur fabrication de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui en proviennent (art. L. 541-10 Code de l'environnement)***
    - ❑ ***Ce régime de responsabilité déplace la responsabilité de la gestion des déchets de l'aval vers l'amont (les producteurs)***
    - ❑ *Ce qui a conduit à la mise en place par les professionnels concernés à créer **une vingtaine de filières REP** en France de manière à favoriser le recyclage des déchets*
  - ❑ *Certaines de ces filières sont européenne (emballages, piles et accumulateurs, automobiles, médicaments, équipements électriques et électroniques), d'autres nationales (pneumatiques, papiers graphiques pour la France)*

## ***Cadre européen de la responsabilité des exploitants de centre de stockage de matériaux excavés***

---

- ❑ ***Conséquence de la responsabilité élargie du producteur de déchets face à l'exploitant d'un centre de traitement de terres excavées et polluées***
  - ❑ ***S'agissant de la valorisation, le recyclage comme l'élimination des déchets, tout repose en terme de responsabilité, très largement, sur le producteur/détenteur du déchet en application du principe pollueur-payeur. Il existe une jurisprudence conséquente en France dans ce domaine et, elle va, toujours dans ce sens***
  - ❑ ***L'exploitant du centre de traitement des terres excavées et polluées doit, en revanche, respecter :***
    - ❑ ***Le cadre légal applicable à l'exploitation de son centre de traitement, législation sur les ICPE en droit français. Un cadre juridique lourd à respecter qui constitue une forme de « barrière à l'entrée, limitant le nombre d'acteurs en capacité d'exploiter de tels centres de traitement/stockage, raison pour laquelle il y a peu de contentieux en cette matière***
    - ❑ ***Le registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets qui doit être conservé pendant trois ans***
    - ❑ ***Le bordereau de suivi des déchets dangereux (BSD)***
    - ❑ ***La déclaration annuelle sur la nature, les quantités et la destination ou l'origine des déchets***



## ***Cadre européen de la responsabilité des exploitants de centre de stockage de matériaux excavés***

---

- ❑ ***Conséquence de la responsabilité élargie du producteur de déchets face à l'exploitant d'un centre de traitement de terres excavées et polluées***
  - ❑ *Dans ce contexte, le Risque majeur pour l'exploitant d'un centre de traitement est – sauf volonté délibérée de sa part de ne pas respecter ses obligations et de frauder (responsabilité pénale) – de ne pas être en capacité de respecter le cadre légal qui s'applique à son exploitation pour des raisons financières et/ou techniques compte tenu des coûts financiers attachés à ce type de gestion (responsabilité civile, voir pénale selon les cas)*
  - ❑ *Ou d'accepter des déchets qu'il n'aurait pas dû accepter compte tenu de leur nature, contrôle des bordereaux de suivi de déchets (contentieux contractuel)*
- ❑ *En revanche, le développement de solution relevant de la valorisation, du recyclage, voir de la sortie du statut de déchets de ces mêmes matériaux pollués expose les exploitants à de nouvelles obligations et donc à de nouveaux risques*

---

# Sommaire

*Cadre européen de la responsabilité des  
exploitants de centres de stockage de  
matériaux excavés*



**La révision de la directive déchets 2008/98 par  
la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les  
opérateurs et les exploitants**



## ***La révision de la directive déchets 2008/98 par la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les opérateurs et exploitants***

---

- ☐ ***La directive du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98 relative aux déchets va plus loin dans le recyclage, la valorisation des déchets et la sortie du statut de déchets pour favoriser le développement d'une économie circulaire***
- ☐ *Cette évolution constitue une opportunité pour les gestionnaires de centres de traitement, leur métier comme leurs obligations vont donc évoluer*
- ☐ *De nouvelles définitions issues de la directive du 30 mai 2018, qu'il paraît nécessaire de bien appréhender pour en tirer toutes les conséquences utiles :*
  - ☐ *Déchets de construction et démolition*
  - ☐ *Valorisation matière*
  - ☐ *Déchets de remblayage*
  - ☐ *Sortie du statuts de déchets*
  - ☐ *Régime de responsabilité élargie des producteurs*

## ***La révision de la directive déchets 2008/98 par la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les opérateurs et exploitants***

---

### ***☐ De nouvelles définitions à prendre en compte :***

- ☐ Déchets de construction et de démolition*** : déchets produits par les activités de construction et de démolition
- ☐ Producteur de déchets*** : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur de déchets initial) ou toute personnes qui effectue des opérations de prétraitement, de mélange ou conduisant à un changement de nature ou de composition de ces déchets
- ☐ Valorisation matière*** : toute opération de valorisation autre que la valorisation énergétique et le retraitement en matières destinées à servir de combustible ou d'autre moyen de produire de l'énergie. Elle comprend notamment la préparation en vue du réemploi, le recyclage et le remblayage
- ☐ Remblayage*** : toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager. Les déchets utilisés doivent être adaptés aux travaux à réaliser

## ***La révision de la directive déchets 2008/98 par la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les opérateurs et exploitants***

---

- ❑ ***Ces nouvelles définitions sont à mettre au regard :***
  - ❑ ***Régime de responsabilité élargie du producteur*** : il assume la responsabilité financière ou la responsabilité financière et organisationnelle de la gestion de la phase « déchet » du cycle de vie d'un produit
  - ❑ ***La fin du statut de déchet*** : les déchets qui ont subi une opération de recyclage ou une autre opération de valorisation qui sont considérées comme ayant cessé d'être des déchets, et si la substance ou l'objet doit être utilisé à des fins spécifiques, s'il existe un marché pour une telle substance ou produit, la substance ou l'objet rempli des exigences techniques, respecte la législation et les normes applicables aux produits, et n'a pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement et la santé (législation à adopter par les Etats et fixation des valeurs limites des polluants)
- ❑ ***Les nouvelles obligations des exploitants de centre de traitement*** : ces gestionnaires voient leur métier évoluer, ils ont le stock, ils peuvent le transformer

## ***La révision de la directive déchets 2008/98 par la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les opérateurs et exploitants***

---

- ❑ ***Les nouvelles obligations et risques des exploitants de centre de traitement qui font être les opérateurs qui :***
  - ❑ *Valoriseront de manière plus étendue les déchets en leur possession*
  - ❑ *Les feront sortir du statut de déchets et mettront sur le marchés des produits, des substances, des objets*
  - ❑ *Vont donc passer de gestionnaire de centre de traitement à des opérateurs fabriquant des produits avec tout un ensemble de nouvelles règles de droit (responsabilité du fait des produits, droit de la consommation, nouveaux types de contrat avec l'aval de la filière et les clients, responsabilité civile contractuelle qui va prendre une véritable place)*
  - ❑ ***Devront être les garants de l'absence du caractère nocif de ces produits sur l'environnement et la santé***
  - ❑ *Un statut juridique très différent de celui d'un simple gestionnaire de centre de traitement, mais c'est le prix à payer pour assurer le développement de l'économie circulaire avec tous les enjeux attachés à celle-ci*

# ***La révision de la directive déchets 2008/98 par la directive 30 mai 2018 et les enjeux pour les opérateurs et exploitants***

---

- ❑ ***Les nouvelles obligations à apprécier au regard des dernières évolutions de la jurisprudence de la CJUE (CJUE 8 juillet 2016 – C-147/15) :***
  - ❑ *Il s'agissait de déterminer la nature juridique de la réhabilitation d'une carrière italienne par des déblais pour un volume total de 1 200 000 m<sup>3</sup> sur 20 ans*
  - ❑ *Cette opération peut être qualifiée d'opération de valorisation **si les critères cumulatifs suivants** sont respectés :*
    - ❑ **1<sup>er</sup> critère** : *La fonction utile de l'opération, premier critère fondamental pour retenir la qualification de valorisation, les déchets se substituant à l'usage d'autres matériaux (contrôle précis et circonstancié du juge sur l'opération)*
    - ❑ *L'acquisition onéreuse des déchets par l'opérateur de valorisation*
    - ❑ **Second critère** : *Le caractère approprié des déchets utilisés. Ce critère permet de garantir qu'en sus de l'économie de ressources naturelles réalisée, l'opération présente un impact environnemental moindre que dans le cas de l'élimination. Les déchets non inertes et les déchets dangereux ne sont pas appropriés pour les travaux d'aménagement ou de réhabilitation et de remblai à des fins de construction*
- ❑ ***Conclusion : Il est certain que la jurisprudence jouera un rôle déterminant, à l'avenir, dans l'appréciation des opérations de valorisation, de sortie du statut de déchets et risques d'instabilité juridique***

# Nos coordonnées

---

- 2 implantations en France :

- A Paris :

23 25 Avenue Kléber - 75016 Paris - France

☎ 33 (0) 1 56 43 45 80 – Fax : +33 1 56 43 45 82

✉ [www.aklea.fr](http://www.aklea.fr)

- A Lyon :

29, rue de Bonnel – 69442 Lyon Cedex 03

☎ 33 (0)4 72 44 44 44 – Fax 33 (0)4 72 44 44 45

✉ [lyon@aklea.fr](mailto:lyon@aklea.fr)

✉ Maître Lionel Roche : [lroche@aklea.fr](mailto:lroche@aklea.fr)

